

Précarisation de l'emploi (ANI), réforme des retraites, crédit d'impôt (CICE), suppression des cotisations familiales, réduction des dépenses publiques....

Elle est pas belle la vie !

Le patronat vient de recevoir ses étrennes. Aux 20 milliards d'euros de Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) déjà accordés fin 2012, Hollande ajoute, pour les entreprises, la suppression d'ici 2017 des cotisations familiales pour un total de 35 milliards.

Ce nouveau pacte Gattaz/Hollande, dit « *pacte de responsabilité* », ne constitue pas un tournant politique. Il prolonge les politiques de baisse du coût du travail déjà menées au nom de la compétitivité et de la création d'emploi, et que l'on retrouve à l'identique dans les programmes de l'opposition ou dans les revendications du Medef.

On en connaît les résultats. Les allègements de charges sur les bas salaires accordés depuis plus de 10 ans pour un montant de 20 milliards n'ont créé aucun emploi. L'INSEE prévoit que les effets du CICE seront quasi nuls ou du moins très loin de ceux attendus. Gattaz, le président du Medef, qui promettait en novembre 1 million d'emplois en échange d'un pacte de confiance, prévient si tôt le cadeau reçu : « *je ne suis pas d'accord pour avoir des engagements juridiques écrits* ». Autrement dit le patronat n'embauchera que s'il y a intérêt, et non pas pour respecter de quelconques engagements ou satisfaire un intérêt général.

Jusqu'ici la baisse du coût du travail n'a pas profité à la compétitivité des entreprises, mais aux actionnaires dont les revenus grèvent l'investissement et pèsent sur les prix. **En réalité, c'est le capital qui coûte cher !**

On en connaît les conséquences. Les 20 milliards du CICE sont financés depuis le 1er janvier par une hausse du taux de la TVA. Un impôt injuste et dégressif : **plus on est pauvre, plus on paie !** Hollande prétend pallier la suppression des cotisations familiales tout en préservant les prestations, et sans mettre de nouveau à contribution les salariés par une hausse de la TVA ou de la CSG. Mais qui va alors payer ? Le pouvoir mise sur des économies sur les dépenses publiques : 50 milliards d'ici 2017 en plus des 15 milliards qui devront être réalisés en 2014. Il s'agit du plus **gigantesque plan d'austérité programmé depuis la crise de 2007-2008** qui doit en outre permettre de répondre aux exigences de la Banque Centrale Européenne de réduction des déficits.

Cette politique d'austérité ne pourra être menée à bien sans accélérer la dégradation des services publics (ce qu'on nomme « *réforme structurelle* ») sans s'attaquer à leurs missions (on peut s'attendre à des privatisations), sans baisser les salaires et le nombre de fonctionnaires...sans détruire les mécanismes de la protection sociale. **Dans ces conditions, il ne peut pas y avoir de « donnant-donnant ».**

Oser lutter. Tous les salariés sont et seront touchés. L'Éducation nationale ne sera pas épargnée en dépit des bonnes intentions. Les promesses non tenues (création de postes) et les réformes pitoyables (rythmes scolaires) s'accumulent déjà. Depuis plus de 10 ans, les traitements nets dans la fonction publique n'ont cessé de reculer (-15% de baisse du pouvoir d'achat) et la réforme des retraites instaure une augmentation de la retenue pour pension qui grignotera encore un peu plus notre pouvoir d'achat (rappelons que Pierre Moscovici s'est engagé devant le Medef sur le fait que la hausse des cotisations retraites seraient intégralement compensées par des baisses de charges, autrement dit, tout le monde paye sauf les patrons!) .

L'austérité ne laisse aucune marge de négociation sur les salaires. Quant aux actuelles négociations sur les statuts, elles ouvrent pour le moment la voie à l'annualisation du temps de travail, à l'augmentation des obligations de service, à la rémunération indemnitaire ainsi qu'au renforcement de l'autorité hiérarchique.

Devant la fuite en avant que représentent les dernières annonces présidentielles, **il n'y a pas d'autre alternative que d'organiser la mobilisation** et de mener la lutte de manière unitaire avec l'ensemble des salariés touchés par cette politique d'austérité. Il serait illusoire d'attendre la moindre contrepartie de la part de ceux qui exigent tout et qui, en retour, ne promettent rien. **La responsabilité des organisations syndicales n'est pas d'alimenter le défaitisme** dont se nourrit une extrême droite haineuse et raciste, **ni de se compromettre dans la gestion de la régression sociale**, de la précarité et de la misère. Aucune revendication ne sera entendue et satisfaite sans la détermination nécessaire pour construire le rapport de forces qui pourra l'imposer. **Il faut oser vaincre !**